

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

F. 2007 — 3176

[C — 2007/21092]

20 JUILLET 2007

Arrêté royal. Gouvernement. — Démission. — Modification

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 96 et 104 de la Constitution;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La démission offerte par M. R. Demotte, de ses fonctions de Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, est acceptée.

Art. 2. M. D. Donfut est déchargé de ses fonctions de Secrétaire d'Etat aux Affaires européennes et est nommé Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargé des Affaires européennes.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur ce jour.

Art. 4. Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 juillet 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
G. VERHOFSTADT

FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

N. 2007 — 3176

[C — 2007/21092]

20 JULI 2007

Koninklijk besluit. Regering. — Ontslag. — Wijziging

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikelen 96 en 104 van de Grondwet;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het ontslag aangeboden door de heer R. Demotte, uit zijn ambt van Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, wordt aanvaard.

Art. 2. De heer D. Donfut wordt ontheven uit zijn ambt van Staatssecretaris voor Europese Zaken en wordt benoemd tot Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Europese Zaken.

Art. 3. Dit besluit treedt heden in werking.

Art. 4. Onze Eerste Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 juli 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
G. VERHOFSTADT

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2007/202429]

Extrait de l'arrêt n° 106/2007 du 19 juillet 2007

Numéro du rôle : 4209

En cause : la demande de suspension de l'article 124, à titre principal, et de l'article 136, à titre subsidiaire, du décret de la Communauté française du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, introduite par Claire Meynaert et l'ASBL « Comité scolaire Singelijn ».

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents M. Melchior et A. Arts, et des juges P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman et E. Derycke, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet de la demande et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 29 mai 2007 et parvenue au greffe le 30 mai 2007, une demande de suspension de l'article 124, à titre principal, et de l'article 136, à titre subsidiaire, du décret de la Communauté française du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs (publié au *Moniteur belge* du 15 mai 2007) a été introduite par Claire Meynaert, demeurant à 1200 Bruxelles, rue de la Rive 76, et l'ASBL « Comité scolaire Singelijn », dont le siège social est établi à 1200 Bruxelles, avenue Chapelle-aux-Champs 67.

Par requête séparée, les parties requérantes demandent également l'annulation des mêmes dispositions décrétales.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions en cause

B.1.1. L'article 124 du décret de la Communauté française du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs dispose :

« Dans l'enseignement subventionné, une école n'est admise aux subventions que si le membre du personnel qui en assume la direction au sens de l'article 2 du présent décret est un membre du personnel subsidiaire et rémunéré par une subvention-traitement ».

B.1.2. L'article 136 du même décret dispose :

« § 1^{er}. Par dérogation aux dispositions du présent décret, le membre du personnel engagé à titre temporaire avant l'entrée en vigueur du présent décret dans l'enseignement libre subventionné dans une fonction de directeur au sens de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, en vertu des conditions d'engagement à titre temporaire pour la fonction considérée qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret, qui compte dans cette dernière une ancienneté de fonction de 720 jours au moins acquise dans l'enseignement de plein exercice et/ou dans l'enseignement de promotion sociale à la date d'entrée en vigueur du présent décret, est engagé à titre définitif dans l'emploi qu'il occupe dès qu'il remplit les conditions d'engagement à titre définitif pour la fonction considérée qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 2. Par dérogation aux dispositions du décret du 1^{er} février 1993 précité, telles que modifiées par le présent décret, le membre du personnel engagé à titre temporaire avant l'entrée en vigueur du présent décret dans l'enseignement libre subventionné dans une fonction de sélection avant l'entrée en vigueur du présent décret, en vertu des conditions d'engagement à titre temporaire pour la fonction considérée qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret, qui compte dans cette dernière une ancienneté de fonction de 720 jours au moins à la date d'entrée en vigueur du présent décret, est engagé à titre définitif dans l'emploi qu'il occupe dès qu'il remplit les conditions d'engagement à titre définitif pour la fonction considérée qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Pour la fonction de chef d'atelier dans l'enseignement de promotion sociale le membre du personnel visé à l'alinéa qui précède bénéficie également de cette disposition s'il répond aux conditions de titre visées à l'article 101 du présent décret.

Par dérogation aux dispositions du décret du 1^{er} février 1993 précité, telles que modifiées par le présent décret, le membre du personnel engagé à titre temporaire avant l'entrée en vigueur du présent décret dans l'enseignement libre subventionné dans une fonction de promotion autre que celle de directeur au sens de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, en vertu des conditions d'engagement à titre temporaire pour la fonction considérée qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret, qui compte dans cette dernière une ancienneté de fonction de 720 jours au moins à la date d'entrée en vigueur du présent décret, est engagé à titre définitif dans l'emploi qu'il occupe dès qu'il remplit les conditions d'engagement à titre définitif pour la fonction considérée qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret ».

B.1.3. En application de l'article 141 du même décret, les dispositions précitées entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2007.

Quant à l'intérêt des parties requérantes

B.2.1. La demande de suspension étant subordonnée au recours en annulation, la recevabilité de celui-ci, et en particulier l'existence de l'intérêt requis, doit être abordée dès l'examen de la demande de suspension.

La première partie requérante est directrice de l'école fondamentale Singelijn. Elle ne fait pas partie du personnel subsidié et est rémunérée sur fonds propres par l'école. La deuxième partie requérante est l'ASBL « Comité scolaire Singelijn », pouvoir organisateur de l'école fondamentale Singelijn, qui relève du réseau de l'enseignement libre non professionnel et est subventionnée par la Communauté française.

B.2.2. Les dispositions en cause lient le subventionnement des écoles qui appartiennent au réseau subventionné à la condition que le directeur de l'école soit membre du personnel « subsidié et rémunéré par une subvention-traitement ». Elles ne comportent aucune mesure transitoire qui concernerait la situation des directeurs en place qui ne répondent pas à cette condition. Ces dispositions paraissent affecter directement et défavorablement aussi bien la situation de la directrice de l'école fondamentale Singelijn que celle de l'ASBL qui en constitue le pouvoir organisateur.

B.2.3. Pour contester l'intérêt des parties requérantes, le Gouvernement de la Communauté française soutient que la première requérante n'est pas directrice de l'école organisée par la seconde requérante au sens de la réglementation applicable, qu'elle ne dispose ni du droit de porter ce titre ni du droit à l'exercice des fonctions qui en sont le corollaire, que le poste qu'elle occupe est en réalité vacant et que l'application des dispositions attaquées ne change pas la situation des parties requérantes.

B.2.4. Le Gouvernement de la Communauté française reconnaît toutefois que, si la seconde requérante désire continuer à bénéficier de subventions, elle devra attribuer le poste de directeur vacant à un membre du personnel nommé conformément aux règles statutaires et que cette nomination ne modifiera pas les activités de la première requérante « qui pourra continuer à exercer les fonctions qu'elle exerce actuellement ».

B.2.5. A supposer que le raisonnement résumé en B.2.3 soit théoriquement pertinent, il ressort néanmoins du dossier déposé par les parties requérantes que la première partie requérante a été considérée comme la directrice de l'école Singelijn dans tous les contacts que celle-ci a eus avec les services de la Communauté française et qu'elle a été inspectée en cette qualité.

En outre, les modifications dans la direction de l'école, dont le Gouvernement de la Communauté française concède, ainsi qu'il est dit en B.2.4, qu'elles seront la conséquence du décret attaqué, suffisent à démontrer que celui-ci est de nature à affecter directement et défavorablement la situation des deux parties requérantes. La première requérante pourrait, semble-t-il, difficilement « continuer à exercer » des fonctions que le décret attaqué impose de confier à une autre personne.

Quant aux conditions de la suspension

B.3. Aux termes de l'article 20, 1^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, deux conditions de fond doivent être remplies pour que la suspension puisse être décidée :

- des moyens sérieux doivent être invoqués;
- l'exécution immédiate de la règle attaquée doit risquer de causer un préjudice grave difficilement réparable.

Les deux conditions étant cumulatives, la constatation que l'une de ces deux conditions n'est pas remplie entraîne le rejet de la demande de suspension.

Quant au caractère sérieux des moyens

B.4. Le moyen sérieux ne se confond pas avec le moyen fondé.

Pour qu'un moyen soit considéré comme sérieux au sens de l'article 20, 1^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, il ne suffit pas qu'il ne soit pas manifestement non fondé au sens de l'article 72, mais il faut aussi qu'il revête une apparence de fondement au terme d'un premier examen des éléments dont la Cour dispose à ce stade de la procédure.

B.5.1. Par leur premier moyen, les parties requérantes reprochent à l'article 124 du décret du 2 février 2007 de violer les articles 10, 11 et 24, § 1^{er}, de la Constitution, en ce qu'il limiterait la liberté de l'enseignement, garantie par cette dernière disposition, de manière injustifiée ou disproportionnée.

B.5.2. Par leur second moyen, les parties requérantes reprochent à l'article 136 du même décret de violer les articles 10, 11, 23, alinéa 3, 1^o, et 24, § 4, de la Constitution, le cas échéant combinés avec le principe de sécurité juridique, en ce que, tout en réglant la situation de certains directeurs de l'enseignement subventionné ayant au moins 720 jours d'ancienneté, il ne prévoit aucune mesure permettant aux directeurs en fonction au jour de l'entrée en vigueur du décret, qui ne sont pas membres du personnel subsidié et qui bénéficient de la même ancienneté, de conserver leur emploi dans la fonction de directeur qu'ils occupent, sans que l'école qu'ils dirigent soit privée de toute subvention.

B.5.3. La liberté d'enseignement définie à l'article 24, § 1^{er}, de la Constitution suppose que les pouvoirs organisateurs qui ne relèvent pas directement de la communauté puissent, sous certaines conditions, prétendre à des subventions à charge de celle-ci. Le droit aux subventions est limité, d'une part, par la possibilité pour la communauté de lier celles-ci à des exigences tenant à l'intérêt général, entre autres celles d'un enseignement de qualité et du respect de normes de population scolaire, et, d'autre part, par la nécessité de répartir les moyens financiers disponibles entre les diverses missions de la communauté. La liberté d'enseignement connaît dès lors des limites et n'empêche pas que le législateur décrétal impose des conditions de financement et d'octroi de subventions qui restreignent l'exercice de cette liberté. De telles mesures ne sauraient être considérées en tant que telles comme une atteinte à la liberté d'enseignement. Il en irait autrement s'il devait apparaître que les limitations concrètes qu'elles apportent à cette liberté ne sont pas adéquates à l'objectif poursuivi ou sont disproportionnées par rapport à celui-ci.

B.5.4. La liberté d'enseignement implique la liberté, pour le pouvoir organisateur, de choisir le personnel qui sera chargé de mener à bien la réalisation des objectifs pédagogiques propres qu'il s'est fixés. Elle ne s'oppose pas à ce que le législateur compétent y apporte des restrictions, en vue notamment de garantir la qualité de l'enseignement, à condition qu'elles soient raisonnablement justifiées et proportionnées au but et aux effets de la mesure.

B.5.5. En adoptant le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, le législateur décrétal entendait « faire entrer la fonction du directeur dans la modernité, en lui donnant, tant sur le plan de l'intérêt général que sur le plan personnel, la reconnaissance et les moyens liés à sa spécificité », en l'encadrant d'un « statut spécifique et adéquat » qui faisait défaut auparavant (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2006-2007, n^o 339/1, p. 7).

B.5.6. Le législateur décrétal peut, en vue d'assurer la qualité de l'enseignement bénéficiant d'un financement public, exiger que le directeur de l'établissement dispose de certaines capacités, qualifications ou formations garantissant qu'il possède les qualités requises pour cette charge, de même qu'il peut sanctionner la méconnaissance de cette exigence.

Il y aura lieu, lors de l'examen du recours en annulation, d'apprécier si, en privant de son droit aux subventions l'école qui choisit un directeur qui n'est pas un membre du personnel subsidié et rémunéré par une subvention-treatment, le législateur décrétal a pris une mesure qui est, en elle-même, compatible avec la liberté d'enseignement, telle qu'elle est définie en B.5.3 et B.5.4. Mais à supposer même qu'une telle sanction soit compatible avec la liberté d'enseignement, elle paraît apporter à celle-ci une atteinte grave en ce que la méconnaissance de cette exigence est sanctionnée par une privation dès le 1^{er} septembre 2007 des subventions accordées à l'école.

En ce qu'aucune mesure transitoire n'est prévue en faveur de la catégorie des personnes à laquelle appartient la première requérante, celles-ci sont traitées différemment des autres directeurs dont la situation est affectée par le décret attaqué, qui bénéficient des dispositions transitoires inscrites à l'article 136, § 1^{er}, du même décret, sans que cette différence de traitement paraisse raisonnablement justifiée.

B.5.7. Sur la base des éléments dont la Cour dispose à ce stade de l'examen de l'affaire, les moyens dirigés contre les articles 124 et 136, § 1^{er}, lus conjointement, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs sont sérieux au sens de l'article 20, § 1^{er}, de la loi spéciale du 6 janvier 1989.

Quant au risque de préjudice grave difficilement réparable

B.6.1. Si les dispositions attaquées ne sont pas suspendues, l'ASBL « Comité scolaire Singelijn », deuxième partie requérante, à partir du 1^{er} septembre 2007, soit ne recevra plus les subventions qu'elle perçoit de la Communauté française, soit devra nommer un nouveau directeur, en remplacement de la première requérante, laquelle devra par conséquent quitter cette fonction pour la même date.

B.6.2. La perte du subventionnement, pour une école qui en a jusqu'à présent bénéficié, risque d'hypothéquer gravement la poursuite de ses activités et de lui causer un préjudice grave qui ne pourrait être totalement réparé par une annulation ultérieure, étant donné que sa survie même est menacée par la perte du subventionnement. Dans l'hypothèse où la deuxième requérante maintient la première requérante en fonction, le risque de préjudice grave et difficilement réparable est établi dans le chef des deux requérantes puisque la fin des activités de l'école entraînera la fin des fonctions de sa directrice.

B.6.3. Si la seconde requérante décide de conserver son droit au subventionnement, la première requérante devra quitter sa fonction à partir du 1^{er} septembre 2007, ce qui est de nature à causer aux deux requérantes un préjudice qui n'est pas purement financier et qui ne pourrait être que difficilement réparé par une annulation ultérieure, spécialement en ce qui concerne le pouvoir organisateur de l'école qui sera contraint de changer de direction de manière inopinée, alors que la directrice actuelle lui donne entière satisfaction, quelques semaines avant la rentrée scolaire, ce qui représente un risque réel de désorganisation et de diminution de la qualité de la gestion de l'école.

Il découle de ce qui précède que, dans cette hypothèse également, le risque de préjudice grave et difficilement réparable est établi.

Quant à l'étendue de la suspension

B.7.1. Une suspension par la Cour doit permettre d'éviter qu'un préjudice grave résulte pour les parties requérantes de l'application immédiate des normes attaquées, préjudice qui ne pourrait être réparé ou qui pourrait difficilement être réparé par l'effet d'une annulation éventuelle.

B.7.2. L'article 124 du décret attaqué est en vigueur, en vertu de l'article 141 du même décret, le 1^{er} septembre 2007. Aucune mesure dérogoratoire n'ayant été prévue pour les directeurs n'appartenant pas au personnel subsidié de l'établissement dont ils assument la direction et qui sont en fonction au moment de l'entrée en vigueur du décret, l'article 124 s'applique à cette date à cette catégorie de directeurs et à ces établissements, ce qui cause le risque de préjudice grave difficilement réparable décrit en B.6.

B.7.3. Il y a lieu de suspendre l'article 124 du décret de la Communauté française du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, parce que, à défaut de disposition transitoire en faveur de la catégorie de directeurs à laquelle appartient la première requérante, son application dès le 1^{er} septembre 2007 risque de causer aux parties requérantes le préjudice grave décrit en B.6.

Par ces motifs,

La Cour

suspend l'article 124 du décret de la Communauté française du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, à l'audience publique du 19 juillet 2007.

Le greffier,
P.-Y. Dutilleux.

Le président,
M. Melchior.

GRONDWETTELIJK HOF

[2007/202429]

Uittreksel uit arrest nr. 106/2007 van 19 juli 2007

Rolnummer 4209

In zake : de vordering tot schorsing van artikel 124, in hoofdorde, en artikel 136, in ondergeschikte orde, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, ingesteld door Claire Meynaert en de VZW « Comité scolaire Singelijn ».

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en A. Arts, en de rechters P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman en E. Derycke, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de vordering en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 29 mei 2007 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 30 mei 2007, is een vordering tot schorsing ingesteld van artikel 124, in hoofdorde, en artikel 136, in ondergeschikte orde, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 15 mei 2007), door Claire Meynaert, wonende te 1200 Brussel, Oeverstraat 76, en de VZW « Comité scolaire Singelijn », met maatschappelijke zetel te 1200 Brussel, Veldkapellaan 67.

Bij afzonderlijk verzoekschrift vorderen de verzoekende partijen eveneens de vernietiging van dezelfde decretale bepalingen.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de in het geding zijnde bepalingen

B.1.1. Artikel 124 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs bepaalt :

« In het gesubsidieerd onderwijs komt een school slechts in aanmerking voor subsidies als het personeelslid dat daarvan de leiding heeft in de zin van artikel 2 van dit decreet, een personeelslid is dat gesubsidieerd en bezoldigd wordt door een weddesubsidie ».

B.1.2. Artikel 136 van hetzelfde decreet bepaalt :

« § 1. In afwijking van de bepalingen van dit decreet, wordt het personeelslid dat tijdelijk aangesteld wordt vóór de inwerkingtreding van dit decreet in het gesubsidieerd vrij onderwijs in een ambt van directeur in de zin van artikel 2, § 1, 1^o, krachtens de voorwaarden voor de tijdelijke aanwerving voor het betrokken ambt die van kracht waren vóór de inwerkingtreding van dit decreet, dat in dit laatste een ambtsanciënniteit van ten minste 720 dagen telt, verworven in het onderwijs met volledig leerplan en/of in het onderwijs voor sociale promotie op de datum van de inwerkingtreding van dit decreet, in vast verband aangeworven in de betrekking die het bekleedt zodra het de voorwaarden voor de aanwerving in vast verband vervult voor het betrokken ambt die van kracht waren vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

§ 2. In afwijking van de bepalingen van het voornoemde decreet van 1 februari 1993, zoals gewijzigd bij dit decreet, wordt het personeelslid dat tijdelijk wordt aangeworven vóór de inwerkingtreding van dit decreet in het gesubsidieerd vrij onderwijs in een selectieambt vóór de inwerkingtreding van dit decreet, overeenkomstig de voorwaarden voor de tijdelijke aanwerving voor het betrokken ambt die van kracht waren vóór de inwerkingtreding van dit decreet, dat in dit laatste een ambtsanciënniteit van ten minste 720 dagen telt op de datum van de inwerkingtreding van dit decreet, aangeworven in vast verband in de betrekking die het bekleedt zodra het de voorwaarden vervult voor de vaste aanwerving voor het betrokken ambt die van kracht waren vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

Voor het ambt van werkleider in het onderwijs voor sociale promotie komt het personeelslid bedoeld in het lid dat voorafgaat ook in aanmerking voor deze bepaling indien het de voorwaarden voor het bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 101 van dit decreet vervult.

In afwijking van de bepalingen van het voornoemde decreet van 1 februari 1993, zoals gewijzigd bij dit decreet, wordt het personeelslid dat tijdelijk aangesteld wordt vóór de inwerkingtreding van dit decreet in het gesubsidieerd vrij onderwijs in een ander bevorderingsambt dan dit van directeur in de zin van artikel 2, § 1, 1^o, overeenkomstig de voorwaarden voor de tijdelijke aanwerving voor het betrokken ambt die van kracht waren vóór de inwerkingtreding van dit decreet, dat in dit laatste een ambtsanciënniteit van ten minste 720 dagen telt op de datum van de inwerkingtreding van dit decreet, in vast verband aangeworven in de betrekking die het bekleedt zodra het de voorwaarden vervult voor de vaste aanwerving voor het betrokken ambt die van kracht waren vóór de inwerkingtreding van dit decreet ».

B.1.3. Met toepassing van artikel 141 van hetzelfde decreet treden de voormelde bepalingen in werking op 1 september 2007.

Ten aanzien van het belang van de verzoekende partijen

B.2.1. Aangezien de vordering tot schorsing ondergeschikt is aan het beroep tot vernietiging, moet de ontvankelijkheid van het beroep, en in het bijzonder het bestaan van het vereiste belang, worden behandeld bij het onderzoek van de vordering tot schorsing.

De eerste verzoekende partij is directrice van de Basisschool Singelijn. Zij behoort niet tot het gesubsidieerde personeel en wordt door de school bezoldigd met eigen middelen. De tweede verzoekende partij is de VZW « Comité scolaire Singelijn », de inrichtende macht van de Basisschool Singelijn, die tot het net van het niet-confessioneel vrij onderwijs behoort en door de Franse Gemeenschap wordt gesubsidieerd.

B.2.2. De in het geding zijnde bepalingen verbinden de subsidiëring van de scholen die tot het gesubsidieerde net behoren, aan de voorwaarde dat de directeur van de school een personeelslid is dat wordt « gesubsidieerd en bezoldigd door een weddesubsidie ». Zij bevatten geen enkele overgangsmaatregel die betrekking zou hebben op de situatie van de aangestelde directeurs die niet aan die voorwaarde beantwoorden. Die bepalingen blijken zowel de situatie van de directrice van de Basisschool Singelijn als die van de VZW die daarvan de inrichtende macht vormt, rechtstreeks en ongunstig te raken.

B.2.3. Teneinde het belang van de verzoekende partijen te betwisten, betoogt de Franse Gemeenschapsregering dat de eerste verzoekende partij geen directrice is van de school die door de tweede verzoekende partij wordt georganiseerd in de zin van de toepasbare reglementering, dat zij noch het recht heeft om die titel te dragen, noch het recht om de daarmee overeenstemmende functie uit te oefenen, dat de betrekking die zij bekleedt in werkelijkheid vacant is en dat de toepassing van de bestreden bepalingen de situatie van de verzoekende partijen niet verandert.

B.2.4. De Franse Gemeenschapsregering erkent echter dat, indien de tweede verzoekende partij haar subsidies wenst te blijven genieten, zij de vacante betrekking van directeur zal moeten toewijzen aan een overeenkomstig de statutaire regels benoemd personeelslid en dat die benoeming de activiteiten van de eerstgenoemde verzoekende partij niet zal wijzigen « die de functie die zij thans uitoefent, zal kunnen blijven uitoefenen ».

B.2.5. In de veronderstelling dat de in B.2.3 samengevatte redenering theoretisch relevant is, blijkt echter uit het door de verzoekende partijen ingediende dossier dat de eerste verzoekende partij beschouwd is geweest als directrice van de school Singelijn bij alle contacten die deze met de diensten van de Franse Gemeenschap heeft gehad en dat zij in die hoedanigheid werd geïnspecteerd.

Bovendien volstaan de wijzigingen die de schooldirectie zal ondergaan en waarvan, zoals wordt gezegd in B.2.4, de Franse Gemeenschapsregering toegeeft dat zij het gevolg zullen zijn van het bestreden decreet, om aan te tonen dat dit decreet van dien aard is dat de situatie van de beide verzoekende partijen rechtstreeks en ongunstig wordt geraakt. De eerste verzoekende partij zou, zo blijkt, moeilijk een functie kunnen « blijven uitoefenen » die volgens het bestreden decreet aan een andere persoon moet worden toevertrouwd.

Ten aanzien van de voorwaarden van de schorsing

B.3. Naar luid van artikel 20, 1^o, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 dient aan twee grondvoorwaarden te zijn voldaan opdat tot schorsing kan worden besloten :

- de middelen die worden aangevoerd moeten ernstig zijn;
- de onmiddellijke uitvoering van de bestreden maatregel moet een moeilijk te herstellen ernstig nadeel kunnen berokkenen.

Daar de twee voorwaarden cumulatief zijn, leidt de vaststelling dat één van die voorwaarden niet is vervuld, tot verwerping van de vordering tot schorsing.

Ten aanzien van het ernstig karakter van de middelen

B.4. Het ernstig middel mag niet worden verward met het gegrond middel.

Wil een middel als ernstig worden beschouwd in de zin van artikel 20, 1^o, van de bijzondere wet van 6 januari 1989, volstaat het niet dat het kennelijk niet ongegrond is in de zin van artikel 72, maar moet het ook gegrond lijken na een eerste onderzoek van de gegevens waarover het Hof beschikt in dit stadium van de procedure.

B.5.1. In hun eerste middel verwijten de verzoekende partijen artikel 124 van het decreet van 2 februari 2007 dat het de artikelen 10, 11 en 24, § 1, van de Grondwet schendt, in zoverre het de in die laatstvermelde bepaling gewaarborgde vrijheid van onderwijs op onverantwoorde of onevenredige wijze zou beperken.

B.5.2. Met hun tweede middel verwijten de verzoekende partijen artikel 136 van hetzelfde decreet dat het de artikelen 10, 11, 23, derde lid, 1^o, en 24, § 4, van de Grondwet schendt, in voorkomend geval in samenhang gelezen met het beginsel van rechtszekerheid, doordat het, terwijl het de situatie regelt van sommige directeurs van het gesubsidieerde onderwijs met ten minste 720 dagen anciënniteit, niet in enige maatregel voorziet dankzij welke de op de dag van de inwerkingtreding van het decreet in functie zijnde directeurs die geen gesubsidieerde personeelsleden zijn en die dezelfde anciënniteit genieten, hun betrekking in de door hen beklede functie van directeur kunnen behouden zonder dat de school die zij leiden elke subsidie wordt ontzegd.

B.5.3. De aldus in artikel 24, § 1, van de Grondwet gedefinieerde onderwijsvrijheid veronderstelt dat de inrichtende machten die niet rechtstreeks van de gemeenschap afhangen, onder bepaalde voorwaarden aanspraak kunnen maken op subsidiëring vanwege de gemeenschap. Het recht op subsidiëring wordt beperkt, enerzijds, door de mogelijkheid voor de gemeenschap om de subsidies te verbinden aan vereisten die te maken hebben met het algemeen belang, onder andere die van een kwaliteitsonderwijs en de inachtneming van normen in verband met de schoolbevolking en, anderzijds, door de noodzaak om de beschikbare financiële middelen te verdelen onder de verschillende opdrachten van de gemeenschap. De vrijheid van onderwijs kent bijgevolg beperkingen en verhindert niet dat de decreetgever voorwaarden van financiering en subsidiëring oplegt die de uitoefening van die vrijheid beperken. Dergelijke maatregelen kunnen als dusdanig niet worden beschouwd als een inbreuk op de vrijheid van onderwijs. Dit zou wel het geval zijn wanneer zou blijken dat de concrete beperkingen die daardoor aan die vrijheid worden gesteld, niet adequaat of onevenredig zouden zijn ten aanzien van het nagestreefde doel.

B.5.4. De vrijheid van onderwijs impliceert de vrijheid, voor de inrichtende macht, om het personeel te kiezen dat wordt tewerkgesteld met het oog op de verwezenlijking van de eigen onderwijsdoelstellingen. Zij verzet zich er niet tegen dat de bevoegde wetgever daaraan beperkingen aanbrengt, met name om de kwaliteit van het onderwijs te waarborgen, op voorwaarde dat die beperkingen redelijkerwijze verantwoord en evenredig zijn met het doel en de gevolgen van de maatregel.

B.5.5. Met de aanneming van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, wilde de decreetgever « de functie van directeur in een modern kleedje steken door hem, zowel op het vlak van het algemeen belang als op persoonlijk vlak, de aan het specifieke karakter van die functie verbonden erkenning en middelen te geven », door hem te voorzien van een « specifiek en adequaat statuut » dat voordien ontbrak (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2006-2007, nr. 339/1, p. 7).

B.5.6. De decreetgever kan, teneinde de kwaliteit van het onderwijs dat openbare financiering geniet te waarborgen, eisen dat de directeur van de inrichting over bepaalde bekwaamheden, kwalificaties of opleidingen beschikt die waarborgen dat hij de voor dat ambt vereiste kwaliteiten heeft, net zoals hij bij niet-inachtneming van die vereiste in sancties kan voorzien.

Bij het onderzoek van het beroep tot vernietiging zal moeten worden beoordeeld of de decreetgever, doordat hij de school die heeft gekozen voor een directeur die geen personeelslid is dat wordt gesubsidieerd en bezoldigd door een weddesubsidie, haar recht op subsidie ontzegt, een maatregel heeft genomen die op zichzelf bestaanbaar is met de vrijheid van onderwijs, zoals gedefinieerd in B.5.3 en B.5.4. Maar zelfs in de veronderstelling dat een dergelijke sanctie bestaanbaar is met de onderwijsvrijheid, blijkt zij op ernstige wijze afbreuk te doen aan die vrijheid, in zoverre bij niet-inachtneming van die vereiste vanaf 1 september 2007 wordt voorzien in de sanctie van ontzegging van de aan de school toegekende subsidies.

In zoverre in geen enkele overgangsmaatregel wordt voorzien ten gunste van de categorie van personen waartoe de eerste verzoekende partij behoort, worden die personen anders behandeld dan de andere directeurs wier situatie door het bestreden decreet wordt geraakt en die de in artikel 136, § 1, van hetzelfde decreet vervatte overgangsbepalingen genieten, zonder dat dit verschil in behandeling redelijkerwijze wordt verantwoord.

B.5.7. Op grond van de elementen waarover het Hof in dit stadium van het onderzoek van de zaak beschikt, zijn de middelen die zijn gericht tegen de in samenhang gelezen artikelen 124 en 136, § 1, van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, ernstig in de zin van artikel 20, § 1, van de bijzondere wet van 6 januari 1989.

Ten aanzien van het moeilijk te herstellen ernstig nadeel

B.6.1. Indien de bestreden bepalingen niet worden geschorst, zal de VZW «Comité scolaire Singelijn», tweede verzoekende partij, vanaf 1 september 2007, hetzij niet langer de subsidies van de Franse Gemeenschap ontvangen, hetzij een nieuwe directeur moeten benoemen ter vervanging van de eerste verzoekende partij, die bijgevolg tegen diezelfde datum die functie zal moeten neerleggen.

B.6.2. Het verlies van subsidies voor een school die tot nog toe die subsidies genoot, dreigt de voortzetting van haar activiteiten ernstig te hypothekeren en haar een ernstig nadeel te berokkenen dat niet volledig zou kunnen worden hersteld door een latere vernietiging, aangezien het voortbestaan zelf van die school door dat subsidieverlies wordt bedreigd. In de hypothese dat de tweede verzoekende partij de eerste verzoekende partij in functie houdt, is er ten aanzien van de beide verzoekende partijen een risico van ernstig en moeilijk te herstellen nadeel, vermits het einde van de activiteiten van de school het einde van de functies van haar directrice zal teweegbrengen.

B.6.3. Indien de tweede verzoekende partij beslist haar recht op subsidie te behouden, zal de eerste verzoekende partij haar functie moeten neerleggen vanaf 1 september 2007, wat van dien aard is dat de beide verzoekende partijen een nadeel wordt berokkend dat niet louter financieel is en dat moeilijk kan worden hersteld door een latere vernietiging, in het bijzonder wat betreft de inrichtende macht van de school die ertoe zal worden gedwongen de directie onverwacht te vervangen, terwijl de huidige directrice haar volledige voldoening geeft, en zulks enkele weken vóór het nieuwe schooljaar, wat een reëel risico van desorganisatie en verminderde kwaliteit van het beheer van de school inhoudt.

Uit wat voorafgaat vloeit voort dat ook in die hypothese het risico van ernstig en moeilijk te herstellen nadeel vaststaat.

Ten aanzien van de omvang van de schorsing

B.7.1. Een schorsing door het Hof moet kunnen voorkomen dat voor de verzoekende partijen, door de onmiddellijke toepassing van de bestreden normen, een ernstig nadeel zou ontstaan dat door de gevolgen van een eventuele vernietiging niet of nog moeilijk zou kunnen worden hersteld.

B.7.2. Artikel 124 van het bestreden decreet treedt krachtens artikel 141 van dezelfde wet in werking op 1 september 2007. Aangezien in geen enkele afwijkende maatregel werd voorzien voor de directeurs die niet tot het gesubsidieerde personeel behoren van de inrichting waarvan zij de leiding hebben en die in functie zijn op het ogenblik van de inwerkingtreding van het decreet, is artikel 124 op die datum van toepassing op die categorie van directeurs en die inrichtingen, wat het in B.6 beschreven risico van moeilijk te herstellen ernstig nadeel veroorzaakt.

B.7.3. Artikel 124 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs moet worden geschorst omdat, bij ontstentenis van een overgangsbepaling ten gunste van de categorie van directeurs waartoe de eerste verzoekende partij behoort, de toepassing ervan vanaf 1 september 2007 de verzoekende partijen het in B.6 beschreven ernstig nadeel dreigt te berokkenen.

Om die redenen,

het Hof

schorst artikel 124 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989, op de openbare terechtzitting van 19 juli 2007.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,

M. Melchior.

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2007/202429]

Auszug aus dem Urteil Nr. 106/2007 vom 19. Juli 2007

Geschäftsverzeichnisnummer 4209

In Sachen: Klage auf einstweilige Aufhebung von Artikel 124 - hauptsächlich - und Artikel 136 - hilfsweise - des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 2. Februar 2007 zur Festlegung der Rechtsstellung der Schulleiter, erhoben von Claire Meynaert und der VoG «Comité scolaire Singelijn».

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und A. Arts, und den Richtern P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman und E. Derycke, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 29. Mai 2007 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 30. Mai 2007 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf einstweilige Aufhebung von Artikel 124 - hauptsächlich - und Artikel 136 - hilfsweise - des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 2. Februar 2007 zur Festlegung der Rechtsstellung der Schulleiter (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 15. Mai 2007): Claire Meynaert, wohnhaft in 1200 Brüssel, rue de la Rive 76, und die VoG «Comité scolaire Singelijn», mit Vereinigungssitz in 1200 Brüssel, avenue Chapelle-aux-Champs 67.

Mit separater Klageschrift beantragen die klagenden Parteien ebenfalls die Nichtigerklärung derselben Dekretsbestimmungen.

(...)

II. In rechtlicher Beziehung

(...)

In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.1.1. Artikel 124 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 2. Februar 2007 zur Festlegung der Rechtsstellung der Schulleiter bestimmt:

«Im subventionierten Unterrichtswesen kann eine Schule nur dann Subventionen erhalten, wenn das Personalmitglied, das mit ihrer Leitung im Sinne von Artikel 2 des vorliegenden Dekret betraut ist, Mitglied des subventionierten und durch eine Gehaltssubvention entlohnten Personals ist».

B.1.2. Artikel 136 desselben Dekrets bestimmt:

«§ 1. In Abweichung von den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets wird ein Personalmitglied, das vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets im subventionierten freien Unterrichtswesen in einem Amt als Schulleiter im Sinne von Artikel 2 § 1 Nr. 1 aufgrund der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets geltenden Bedingungen für die zeitweilige Anstellung im betreffenden Amt zeitweilig angestellt wurde und in diesem Amt am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets ein im Vollzeitunterricht und/oder im Weiterbildungsunterricht erworbenes Amtsalter von mindestens 720 Tagen aufweist, in der von ihm besetzten Stelle endgültig ernannt, sobald es die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets geltenden Bedingungen für die endgültige Anstellung im betreffenden Amt erfüllt.

§ 2. In Abweichung von den Bestimmungen des vorerwähnten Dekrets vom 1. Februar 1993 in der durch das vorliegende Dekret abgeänderten Fassung wird ein Personalmitglied, das vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets im subventionierten freien Unterrichtswesen in einem Auswahlamt aufgrund der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets geltenden Bedingungen für die zeitweilige Anstellung im betreffenden Amt zeitweilig angestellt wurde und in diesem Amt am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets ein Amtsalter von mindestens 720 Tagen aufweist, in der von ihm besetzten Stelle endgültig ernannt, sobald es die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets geltenden Bedingungen für die endgültige Anstellung im betreffenden Amt erfüllt.

Für das Amt als Werkstattleiter im Weiterbildungsunterricht genießt das im vorstehenden Absatz erwähnte Personalmitglied ebenfalls die Anwendung dieser Bestimmung, wenn es die Befähigungsbedingungen im Sinne von Artikel 101 des vorliegenden Dekrets erfüllt.

In Abweichung von den Bestimmungen des vorerwähnten Dekrets vom 1. Februar 1993 in der durch das vorliegende Dekret abgeänderten Fassung wird ein Personalmitglied, das vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets im subventionierten freien Unterrichtswesen in einem anderen Beförderungsamt als demjenigen eines Schulleiters im Sinne von Artikel 2 § 1 Nr. 1 aufgrund der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets geltenden Bedingungen für die zeitweilige Anstellung im betreffenden Amt zeitweilig angestellt wurde und in diesem Amt am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets ein Amtsalter von mindestens 720 Tagen aufweist, in der von ihm besetzten Stelle endgültig ernannt, sobald es die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets geltenden Bedingungen für die endgültige Anstellung im betreffenden Amt erfüllt».

B.1.3. In Anwendung von Artikel 141 desselben Dekrets treten die vorerwähnten Bestimmungen am 1. September 2007 in Kraft.

In Bezug auf das Interesse der klagenden Parteien

B.2.1. Da die Klage auf einstweilige Aufhebung der Nichtigkeitsklage untergeordnet ist, muss deren Zulässigkeit, und insbesondere das Bestehen des erforderlichen Interesses, bereits in die Prüfung der Klage auf einstweilige Aufhebung einbezogen werden.

Die erste klagende Partei ist Schulleiterin der Grundschule Singelijn. Sie gehört nicht dem subventionierten Personal an und wird aus den Eigenmitteln der Schule entlohnt. Die zweite klagende Partei ist die VoG «Comité scolaire Singelijn», Organisationsträgerin der Grundschule Singelijn, die dem Netz des nichtkonfessionellen freien Unterrichtswesens angehört und von der Französischen Gemeinschaft subventioniert wird.

B.2.2. Die fraglichen Bestimmungen machen die Subventionierung der dem subventionierten Netz angehörenden Schulen von der Bedingung abhängig, dass der Schulleiter ein Mitglied des «subventionierten und durch eine Gehaltssubvention entlohnten» Personals ist. Sie enthalten keinerlei Übergangsmaßnahmen bezüglich der Situation der bisherigen Schulleiter, die diese Bedingung nicht erfüllen. Diese Bestimmungen scheinen sowohl die Situation der Schulleiterin der Grundschule Singelijn als auch diejenige der VoG, die deren Organisationsträgerin ist, unmittelbar und in ungünstigem Sinne zu betreffen.

B.2.3. Um das Interesse der klagenden Parteien in Abrede zu stellen, macht die Regierung der Französischen Gemeinschaft geltend, dass die erste Klägerin nicht die Schulleiterin der von der zweiten Klägerin organisierten Schule im Sinne der geltenden Vorschriften sei, dass sie weder berechtigt sei, diesen Titel zu führen, noch das damit einhergehende Amt auszuüben, dass die von ihr besetzte Stelle in Wirklichkeit unbesetzt sei und dass die Anwendung der angefochtenen Bestimmungen nichts an der Situation der klagenden Parteien ändere.

B.2.4. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft räumt jedoch ein, dass die zweite Klägerin in dem Fall, wo sie weiterhin Subventionen erhalten möchte, die freie Stelle des Schulleiters einem gemäß den statutarischen Regeln ernannten Personalmitglied zuteilen müsste und dass diese Ernennung nichts an den Tätigkeiten der ersten Klägerin ändern würde, «die das Amt, das sie zur Zeit ausübt, weiterhin ausüben könnte».

B.2.5. In der Annahme, dass der in B.2.3 zusammengefasste Gedankengang theoretisch stichhaltig sei, geht nichtsdestoweniger aus der von den klagenden Parteien hinterlegten Akte hervor, dass die erste klagende Partei in allen Kontakten, die die Schule Singelijn mit den Dienststellen der Französischen Gemeinschaft gehabt hat, als ihre Schulleiterin betrachtet worden ist und dass sie in dieser Eigenschaft inspiziert worden ist.

Außerdem stellen die Änderungen, die die Schulleitung erfahren würde und bei denen die Regierung der Französischen Gemeinschaft - wie in B.2.4 festgehalten wurde - einräumt, dass sie sich aus dem angefochtenen Dekret ergeben würden, hinlänglich unter Beweis, dass dieses Dekret geeignet ist, die Situation der beiden Klägerinnen unmittelbar und in ungünstigem Sinne zu betreffen. Die erste Klägerin könnte augenscheinlich wohl kaum ein Amt «weiterhin ausüben», das aufgrund des angefochtenen Dekrets einer anderen Person zu übertragen ist.

In Bezug auf die Voraussetzungen für die einstweilige Aufhebung

B.3. Laut Artikel 20 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 sind zwei Grundbedingungen zu erfüllen, damit auf einstweilige Aufhebung erkannt werden kann:

- Die vorgebrachten Klagegründe müssen ernsthaft sein.
- Die unmittelbare Durchführung der angefochtenen Maßnahme muss die Gefahr eines schwer wiedergutzumachenden, ernsthaften Nachteils in sich bergen.

Da die beiden Bedingungen kumulativ sind, führt die Feststellung der Nichterfüllung einer dieser Bedingungen zur Zurückweisung der Klage auf einstweilige Aufhebung.

In Bezug auf die ernsthafte Beschaffenheit der Klagegründe

B.4. Der ernsthafte Klagegrund ist nicht mit dem begründeten Klagegrund zu verwechseln.

Damit ein Klagegrund als ernsthaft im Sinne von Artikel 20 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 betrachtet werden kann, genügt es nicht, wenn er offensichtlich nicht unbegründet im Sinne von Artikel 72 ist; vielmehr muss er auch nach einer ersten Prüfung der Daten, über die der Hof in diesem Stand des Verfahrens verfügt, begründet erscheinen.

B.5.1. In ihrem ersten Klagegrund werfen die klagenden Parteien Artikel 124 des Dekrets vom 2. Februar 2007 vor, er verstoße gegen die Artikel 10, 11 und 24 § 1 der Verfassung, indem er die durch die letztgenannte Bestimmung gewährleistete Unterrichtsfreiheit in ungerechtfertigter oder unverhältnismäßiger Weise einschränke.

B.5.2. In ihrem zweiten Klagegrund werfen die klagenden Parteien Artikel 136 desselben Dekrets vor, er verstoße gegen die Artikel 10, 11, 23 Absatz 3 Nr. 1 und 24 § 4 der Verfassung, vorkommendenfalls in Verbindung mit dem Grundsatz der Rechtssicherheit, indem er einerseits die Situation bestimmter Schulleiter des subventionierten Unterrichtswesens mit einem Dienstalter von mindestens 720 Tagen regle, aber andererseits keinerlei Maßnahmen vorsehe, die es den am Tag des Inkrafttretens des Dekrets im Amt befindlichen Schulleitern, die keine Mitglieder des subventionierten Personals seien und die das gleiche Dienstalter hätten, ermöglichen würden, ihre Stelle in dem von ihnen besetzten Amt als Schulleiter zu behalten, ohne dass der von ihnen geleiteten Schule jede Subvention versagt würde.

B.5.3. Die in Artikel 24 § 1 der Verfassung definierte Unterrichtsfreiheit setzt voraus, dass die Organisationsträger, die nicht direkt der Gemeinschaft unterstehen, unter gewissen Bedingungen Subventionen zu Lasten der Gemeinschaft beanspruchen können. Das Recht auf Subventionen ist einerseits begrenzt durch die Möglichkeit der Gemeinschaft, diese mit Erfordernissen des Gemeinwohls, darunter diejenigen eines qualitativ hochwertigen Unterrichts und der Einhaltung von Normen der Schulbevölkerung, zu verbinden, und andererseits durch die Notwendigkeit, die verfügbaren finanziellen Mittel auf die verschiedenen Aufgaben der Gemeinschaft zu verteilen. Die Unterrichtsfreiheit ist daher begrenzt und verhindert nicht, dass der Dekretgeber Bedingungen für die Finanzierung und für die Gewährung von Subventionen auferlegt, mit denen die Ausübung dieser Freiheit begrenzt wird. Derartige Maßnahmen können als solche nicht als eine Verletzung der Unterrichtsfreiheit betrachtet werden. Es wäre anders, wenn sich herausstellen sollte, dass konkrete Einschränkungen dieser Freiheit nicht der Zielsetzung entsprechen und nicht im Verhältnis zu ihr stehen würden.

B.5.4. Die Unterrichtsfreiheit setzt für den Organisationsträger die Freiheit voraus, das Personal zu wählen, das damit beauftragt wird, die Verwirklichung der eigenen pädagogischen Ziele, die er sich gesetzt hat, erfolgreich durchzuführen. Sie verhindert nicht, dass der zuständige Gesetzgeber sie Einschränkungen unterwirft, insbesondere im Hinblick auf die Gewährleistung der Qualität des Unterrichts, vorausgesetzt, dass sie vernünftigerweise gerechtfertigt sind und im Verhältnis zum Zweck und zu den Folgen der ergriffenen Maßnahme stehen.

B.5.5. Mit der Annahme des Dekrets vom 2. Februar 2007 zur Festlegung der Rechtsstellung der Schulleiter wollte der Dekretgeber «das Amt des Schulleiters modernisieren, indem ihm sowohl auf der Ebene des allgemeinen Interesses als auch auf persönlicher Ebene die Anerkennung und die Mittel, die mit seiner Eigenart verbunden sind, verliehen werden», wobei der Schulleiter ein «spezifisches und angemessenes Statut erhält», das es vorher nicht gab (*Parl. Dok., Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2006-2007, Nr. 339/1, S. 7*).

B.5.6. Um die Qualität des mit öffentlichen Mitteln finanzierten Unterrichts zu gewährleisten, kann der Dekretgeber vorschreiben, dass der Leiter der Lehranstalt über bestimmte Fähigkeiten, Qualifikationen oder Ausbildungen verfügt, die gewährleisten, dass er die für dieses Amt erforderlichen Eigenschaften besitzt, und er kann bei Nichtbeachtung dieses Erfordernisses Sanktionen vorsehen.

Bei der Prüfung der Nichtigkeitsklage ist zu beurteilen, ob der Dekretgeber dadurch, dass er einer Schule, die einen Schulleiter wählt, der nicht zum subventionierten und durch eine Gehaltssubvention entlohnten Personal gehört, ihr Recht auf Subventionen entzieht, eine Maßnahme ergriffen hat, die an sich mit der in B.5.3 und B.5.4 definierten Unterrichtsfreiheit vereinbar ist. Auch in der Annahme, dass eine solche Sanktion mit der Unterrichtsfreiheit vereinbar sei, scheint sie diese jedoch ernsthaft zu beeinträchtigen, indem die Missachtung dieses Erfordernisses dadurch sanktioniert wird, dass der Schule ab dem 1. September 2007 die Subventionen entzogen werden.

Indem keinerlei Übergangsmaßnahmen zugunsten der Personenkategorie, der die erste Klägerin angehört, vorgesehen sind, werden diese Personen anders behandelt als die anderen Schulleiter, deren Situation vom angefochtenen Dekret betroffen ist und die die Anwendung der in Artikel 136 § 1 desselben Dekrets enthaltenen Übergangsbestimmungen genießen, ohne dass dieser Behandlungsunterschied vernünftigerweise gerechtfertigt zu sein scheint.

B.5.7. Auf der Grundlage der Elemente, über die der Hof in diesem Stand der Untersuchung der Rechtssache verfügt, sind die gegen die kombinierten Artikel 124 und 136 § 1 des Dekrets vom 2. Februar 2007 zur Festlegung der Rechtsstellung der Schulleiter gerichteten Klagegründe ernsthaft im Sinne von Artikel 20 § 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989.

In Bezug auf die Gefahr eines schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteils

B.6.1. Wenn die angefochtenen Bestimmungen nicht einstweilig aufgehoben werden, wird die VoG «Comité scolaire Singelijn», zweite klagende Partei, ab dem 1. September 2007 entweder nicht mehr die ihr von der Französischen Gemeinschaft gewährten Subventionen erhalten, oder einen neuen Schulleiter ernennen müssen, um die erste Klägerin zu ersetzen, die demzufolge dieses Amt vom selben Tag an verlieren würde.

B.6.2. Der Verlust der Subventionierung birgt für eine Schule, die sie bisher erhalten hat, die Gefahr in sich, dass er die Fortsetzung ihrer Tätigkeiten ernsthaft gefährdet und ihr einen ernsthaften Nachteil zufügt, der durch eine spätere Nichtigerklärung nicht ganz wiedergutmacht werden könnte, da eben ihr Fortbestehen durch den Verlust der Subventionierung bedroht ist. In dem Fall, wo die zweite Klägerin die erste Klägerin in ihrem Amt belässt, ist die Gefahr eines schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteils bei den beiden Klägerinnen erwiesen, denn das Ende der Tätigkeiten der Schule zieht die Einstellung des Amtes der Schulleiterin nach sich.

B.6.3. Wenn die zweite Klägerin sich dafür entscheidet, ihr Recht auf Subventionierung beizubehalten, muss die erste Klägerin ihr Amt mit Wirkung vom 1. September 2007 aufgeben; dies ist geeignet, den beiden Klägerinnen einen ernsthaften Nachteil zuzufügen, der nicht rein finanzieller Art ist und durch eine spätere Nichtigerklärung nur schwer

wiedergutmacht werden könnte, insbesondere für den Organisationsträger der Schule, der dazu gezwungen wäre, die Schulleitung unerwartet zu wechseln, während die bisherige Schulleiterin ihr Amt zu seiner vollen Zufriedenheit ausübt, wobei dieser Wechsel nur wenige Wochen vor dem Beginn des neuen Schuljahres stattfinden würde, was eine reelle Gefahr der Desorganisation sowie der Verringerung der Qualität der Führung der Schule in sich birgt.

Aus den vorstehenden Erwägungen ergibt sich, dass auch in diesem Fall die Gefahr eines ernsthaften und schwer wiedergutzumachenden Nachteils erwiesen ist.

In Bezug auf den Umfang der einstweiligen Aufhebung

B.7.1. Mit einer einstweiligen Aufhebung durch den Hof soll vermieden werden, dass den klagenden Parteien aufgrund der unmittelbaren Anwendung der angefochtenen Normen ein ernsthafter Nachteil entstehen würde, der durch die Folgen einer etwaigen Nichtigerklärung nicht oder nur schwer wiedergutzumachen wäre.

B.7.2. Artikel 124 des angefochtenen Dekrets tritt aufgrund des Artikels 141 desselben Dekrets am 1. September 2007 in Kraft. Da keine abweichende Maßnahme für jene Schulleiter vorgesehen ist, die nicht zum subventionierten Personal der Lehranstalt, mit deren Leitung sie betraut sind, gehören und die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Dekrets im Amt sind, ist Artikel 124 an diesem Datum auf diese Kategorie von Schulleitern und auf diese Lehranstalten anwendbar, was die in B.6 beschriebene Gefahr eines schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteils herbeiführt.

B.7.3. Artikel 124 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 2. Februar 2007 zur Festlegung der Rechtsstellung der Schulleiter ist einstweilig aufzuheben, weil in Ermangelung einer Übergangsmaßnahme zugunsten der Kategorie von Schulleitern, der die erste Klägerin angehört, seine Anwendung mit Wirkung vom 1. September 2007 die Gefahr in sich birgt, den klagenden Parteien den in B.6 beschriebenen ernsthaften Nachteil zuzufügen.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

hebt Artikel 124 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 2. Februar 2007 zur Festlegung der Rechtsstellung der Schulleiter einstweilig auf.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989, in der öffentlichen Sitzung vom 19. Juli 2007.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,
M. Melchior.